

A l'attention des parties prenantes de l'AFD,

Paris, le 29 juillet 2013

En tant que directrice générale de l'AFD depuis juin 2013, j'ai le plaisir de vous réitérer personnellement notre adhésion au Global Compact et notre engagement en faveur de la promotion de ses principes.

Les auditions à l'Assemblée Nationale comme au Sénat le 22 mai 2013, qui ont précédé ma nomination à la direction générale de l'Agence Française de Développement, ont été l'occasion pour moi de rappeler la mission de solidarité internationale de l'AFD, acteur pivot de l'aide française au développement. Qui dit développement, dit aujourd'hui nécessairement développement durable, développement respectueux de l'avenir de la planète. Aussi, j'ai partagé avec les élus de la Nation ma conviction que l'un des défis majeurs du groupe AFD est de mieux prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux dans ses stratégies opérationnelles, dans les projets qu'il finance et, par souci de cohérence et d'exemplarité, dans son propre fonctionnement.

En termes de méthode, consultation, ouverture et dialogue sont mes maîtres mots. En interne, avec les équipes de l'AFD et de Proparco, mais aussi avec toutes les parties prenantes, dans la continuité et l'esprit des Assises du Développement et de la Solidarité Internationale qui se sont tenues de novembre 2012 à mars 2013. Je pense en particulier à nos tutelles, aux représentants du personnel, aux autres membres de nos conseils d'administration, parlementaires ou personnalités qualifiées, aux bénéficiaires de nos concours financiers dans nos pays d'intervention ou dans les Outre-mer, aux organisations de solidarité internationale, au secteur privé, à nos partenaires bailleurs de fonds européens, régionaux, multilatéraux, aux collectivités territoriales, à la société civile en général, de notre pays ou des pays du Sud.

Le développement durable et la démarche de responsabilité sociétale des organisations (RSO) sont au cœur des préoccupations du groupe AFD et de son plan d'orientations stratégiques. Il s'agit dans les différentes sphères de l'Agence de maîtriser les impacts de nos décisions, dans le respect du droit national et international, et en se référant aux normes internationales en vigueur. Je pense en particulier, sans être exhaustive, à la Charte des droits de l'homme des Nations Unies, aux conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, aux trois conventions dites de Rio, aux déclarations de Paris et d'Accra et au partenariat de Busan sur l'efficacité de l'aide et aux standards de performance de la SFI auxquels se réfère Proparco.

2012 a été pour l'AFD une année marquée par sa contribution à de grands événements internationaux tels que le Forum Mondial de l'Eau à Marseille ou Rio + 20 et la poursuite de son exposition Objectif Développement tant en France qu'en Afrique. 2012 a également vu

l'adoption d'une nouvelle charte d'éthique professionnelle et d'un nouveau document de politique générale renforcée en matière de lutte contre la corruption, la fraude, les pratiques anticoncurrentielles et la lutte contre le blanchiment des capitaux. Enfin, 2012 a été l'occasion d'engager un chantier de renouvellement de notre politique RSO.

Depuis son adhésion au Global compact en 2004, le groupe AFD s'est engagé dans une démarche de responsabilité sociétale, opérationnelle et interne, qui a fait l'objet d'un développement majeur, marqué d'abord par l'adoption par son conseil de surveillance en 2007 d'une politique de responsabilité sociale et environnementale pour la période 2007-2011, puis par la publication en 2012 d'un premier rapport annuel dédié, couvrant l'AFD et Proparco et portant sur l'exercice 2011. La mise en œuvre de la politique et ce premier rapport ont fait l'objet d'évaluations indépendantes, qui ont notamment servi à élaborer un projet de politique RSO plus ambitieux pour 2014-2016.

Porté par une centaine d'agents de l'AFD et de Proparco, représentatifs de l'ensemble des métiers du Groupe et répartis au sein de sept groupes de travail, partagé sur un forum intranet associant le réseau, ce projet sera soumis au conseil d'administration début 2014, après les concertations nécessaires. Je compte présenter chaque année au conseil d'administration un point d'information sur la mise en œuvre des plans d'actions contenus dans cette politique. Cette dynamique contribuera à renforcer encore la place du développement durable et de la responsabilité sociétale dans les valeurs et les exigences partagées par les directions de l'Agence, de sa filiale pour le secteur privé et par l'ensemble de leurs équipes.

Anne PAUGAM